

Unité interdépartementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT BARTHELEMY d'ANJOU

SAINT BARTHELEMY d'ANJOU, le 23 janvier 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



COUE SCI

Route d'Argentré
53960 Bonchamp-lès-Laval

Références : 2023-021_INSP_COUE_Bonchamp-lès-Laval_RAP

Code AIOT : 0006301492

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2022 dans l'établissement COUE SCI implanté ZI La Chambrouillere Entrepôt de stockage 53960 BONCHAMP LES LAVAL. L'inspection a été annoncée le 17/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COUE SCI
- ZI La Chambrouillere Entrepôt de stockage 53960 BONCHAMP LES LAVAL
- Code AIOT : 0006301492
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitant de l'installation depuis 2017 est Transports Coué qui est un transporteur dont l'activité annexe est la logistique.

Il assure l'entreposage logistique, de produits stockés solides ou liquides donc mobiles avec seuls des contenants permettant la manutention.

L'installation est existante depuis 1988 et est régi par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19/11/10 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 16/09/19 mais n'est plus classée SEVESO depuis le 14/02/17.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

1. la situation administrative ;
2. les suites de la précédente visite d'inspection de 2015 E1 : mode de stockage ; R1 : caducité ; R2 : mise à jour de l'EDD ; R3 : nature des produits stockés ; R4 : clôture)
3. L'état des stocks ;
4. Plan de stockage et compatibilité
5. La vérification périodique et la maintenance des installations électriques
6. Vérification périodique et maintenance des moyens de lutte contre incendie
7. Stratégie de lutte contre l'incendie/Extinction automatique
8. Déchets et tri 5 flux,
9. Risque foudre

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|---|--|-------------------|
| 1 | situation administrative | AP Complémentaire du 16/09/2019, article 2 | / | Sans objet |
| 2 | mode stockage (suites de la visite d'inspection de 2015/ remarque E1) | Arrêté Préfectoral du 19/11/2010, article 51 | / | Sans objet |
| 4 | suites inspection de 2015 (R2 : mise à jour de l'EDD) | Arrêté Préfectoral du 19/11/2010, article 15 | / | Sans objet |
| 9 | Vérification périodique et maintenance des installations électriques | Arrêté Préfectoral du 19/11/2010, article 44-2 | / | Sans objet |
| 10 | vérification périodique et maintenance des moyens de lutte contre incendie | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68 | / | Sans objet |
| 11 | Stratégie de lutte contre l'incendie/ Extinction automatique | Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1 | / | Sans objet |
| 12 | Déchets et tri 5 flux | Arrêté Préfectoral du 19/11/2010, articles 31 et 32 | / | Sans objet |
| 13 | risque foudre | Arrêté Préfectoral du 19/11/2010, article 45-2 | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 3 | suites de la précédente visite d'inspection de 2015 (R1 Caducité) | Code de l'environnement du 12/12/2022, article R512-74 | / | Sans objet |
| 5 | suites de la visite d'inspection de 2015 (R3 nature des produit stockés) | AP Complémentaire du 16/11/2019, article 2 | / | Sans objet |
| 6 | Clôture (suites de la précédente visite d'inspection de 2015/ remarque R4) | Arrêté Préfectoral du 19/11/2010, articles 50 et 43.2 | / | Sans objet |
| 7 | état des stocks | AP Complémentaire du 16/09/2019, article 2 | / | Sans objet |
| 8 | Plan de stockage et compatibilité | Arrêté Préfectoral du 19/11/2010, article 20 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La situation administrative est à fiabiliser.

Le plan de défense incendie et la stratégie sont à définir notamment en matière d'extinction automatique dont la mise en place doit être réalisée rapidement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : situation administrative

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/09/2019, article 2 |
| Thème(s) : Situation administrative, situation administrative |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Tableau de classement de l'AP du 16/09/19 |
| <p>Constats : Le tableau de classement de l'AP du 16/09/19 indique que l'établissement est sous le régime autorisation pour les rubriques 4331-1, 4110-1-a, 4110-2-a.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant indique qu'il n'y a pas de produits stockés pour les rubriques 4110-1-a, 4110-2-a, 4120-2, 4441-2, 4702. Les 2 états des stocks transmis confirment le respect des seuils définis sur l'APC pour les produits présents notamment rubriques 4331-1, 4511-2, 4421, 4320.</p> <p>La situation administrative est à fiabiliser au regard des nombreuses rubriques de l' APC du 16/09/19 qui ne sont plus toutes exploitées dont certaines de manière durable. La nomenclature a aussi évolué depuis 2019. Cela doit être pris en compte pour les rubriques 1510 et 2662 en sollicitant l'antériorité (voir nouvelle rubrique 1510 et guide de classement : https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/guides/Guide%20AM_revis%C3%A9_VALIDÉ_24sept2021_logo_V2.pdf).</p> <p>Il convient aussi d'examiner si les évolutions des activités rend toujours nécessaire le suivi en permanence des seuils Sévés par dépassement direct ou avec la règle des cumuls.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : mode stockage (suites de la visite d'inspection de 2015/ remarque E1)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2010, article 51 |
| Thème(s) : Risques accidentels, stockage |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les matières sont exclusivement stockées en racks. |
| <p>Constats :</p> <p>2015 :</p> <p>Il n'y a pas de racks dans les cellules. Les matières sont stockées en masse (big bag ou palettes empilées).</p> <p>Constats 2022 :</p> <p>Lors de l'inspection, 90% du stockage est en rack; seule la cellule A1 comporte un rangement en masse (blocs moteur-batterie Renault).</p> <p>L'exploitant peut solliciter un aménagement de la prescription sous réserve de justifier que les modélisations incendie de type flumilog pour ce mode de stockage en masse ne génère pas d'effets thermiques significatifs en dehors du site et que les prescriptions applicables dont les moyens de lutte contre l'incendie sont respectées. Dans le cas contraire, la prescription initiale sera à respecter.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : suites de la précédente visite d'inspection de 2015 (R1 Caducité)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/12/2022, article R512-74 |
| Thème(s) : Situation administrative, caducité |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : II.-Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation, l'arrêté d'enregistrement ou la déclaration cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives |
| Constats : Point soldé par l'APC de 2019. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : suites inspection de 2015 (R2 : mise à jour de l'EDD)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2010, article 15 |
| Thème(s) : Situation administrative, EDD |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'étude de dangers est actualisée à l'occasion de toute modification notable |
| Constats : Il n'y a pas eu de nouvelles étude de danger depuis 2015; seules des simulations Flumilog ont été remises en 2019. L'exploitant déclare qu'une nouvelle EDD est en cours suite au stockage de batteries lithium et de liquides inflammables. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : suites de la visite d'inspection de 2015 (R3 nature des produit stockés)

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/11/2019, article 2 |
| Thème(s) : Situation administrative, nature des produit stockés |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : tableau de classement AP 16/09/19. |
| <p>Constats :</p> <p>Constat 2015 : Actuellement, l'entrepôt est utilisé pour le stockage de poudre de lait en big bag ou en boîtes, et de boîtes (emballage seul). L'état des stocks indique une quantité stockée d'environ 560 tonnes. Cet état précis notamment des quantités de matières combustibles stockées doit être en permanence tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Aucun produit agropharmaceutique ni engrais n'est stocké dans l'entrepôt. IPBM et Transports BREGER expliquent néanmoins vouloir absolument garder l'autorisation de stocker des produits dangereux dans les conditions fixées par l'arrêté préfectoral, afin de répondre rapidement à un client éventuel recherchant ce type de prestation. L'inspection demande à l'exploitant de l'informer impérativement de tout changement lié à la nature des produits stockés.</p> <p>Constat 2022 : Point soldé par l'APC de 2019.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Clôture (suites de la précédente visite d'inspection de 2015/ remarque R4)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2010, articles 50 et 43.2 |
| Thème(s) : Autre, Clôture |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Site devant être protégé par une clôture grillagée de 2 mètres de hauteur. |
| <p>Constats :</p> <p>Constat 2015 : Lors du contrôle de 2015, l'inspection a constaté la présence des deux bassins de confinement. La clôture autour du bassin de 100 m³ a été découpée sur un de ses côtés. L'exploitant a fait procéder à une réparation provisoire pendant la visite. L'inspection demande à l'exploitant de procéder à une réparation durable de cette clôture dans les meilleurs délais et à surveiller régulièrement son état.</p> <p>Constat 2022 : La clôture du bassin de 100 m³ a été réparée.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : état des stocks

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/09/2019, article 2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Etat des stocks |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure en permanence de ne pas atteindre le seuil seveso bas en respectant le seuil indiqué dans chaque rubrique. De plus, le cumul des matières présentes dans l'entrepôt reste inférieur à l'application du régime SEVESO : les sommes Sa, Sb, et Sc, définies à l'article R. 511-11 du code de l'environnement, ne doivent pas être supérieures ou égales à 1 au regard des quantités seuil bas mentionnées pour chacune des rubriques concernées. Ce suivi est réalisé en continu par l'exploitant, par un outil de gestion des stocks comptabilisant les sommes précitées pour les substances et mélanges dangereux et assimilés visés au I de l'article R. 511-10 du code de l'environnement, qui pourra justifier à tout moment de cet état de fait.</p> <p>Constats : La gestion est informatisée via l'outil WMS. L'état des stocks par rubriques ICPE, et le calcul Seveso selon la règle des cumuls est géré par un logiciel dédié en temps réel et est envoyé en automatique par voie électronique tous les soirs à 19h sur les boîtes mail du responsable de l'entrepôt et de la référente HSE permettant la transmission aux secours en instantané, avec une alerte seuil lorsque celui-ci atteint 90%. L'état des stocks du 7/12/22 et du 12/12/22 ont été présentés : les seuils individuels sont conformes et ne dépassent pas les seuils bas.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 8 : Plan de stockage et compatibilité

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2010, article 20 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Plan de stockage et compatibilité |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un plan de stockage et s'assurera de la compatibilité des produits au sein des 8 cellules.</p> <p>Constats : La plan de stockage par cellule est affiché à l'entrée de l'entrepôt. L'exploitant a remis 4 FDS de produits stockés dans la cellule B1: Triflex Metal Coat - 9002 - 20 kg blanc gris, Triflex Pox Primer 116 + ST 17,10 kg, Triflex Pox Primer 116 + H 7,90 kg, Triflex Metal Coat - 20 kg steel drum blanc 9010. L'inspection des installations classées n'a pas détecté d'incompatibilité entre les produits et les conditions de stockage vérifiées sont respectées.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 9 : Vérification périodique et maintenance des installations électriques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2010, article 44-2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, maintenance |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Vérifications périodiques Les installations électriques ainsi que les mises à la terre des appareils doivent être réalisées par des personnes compétentes, avec du matériel normalisé et conformément aux normes applicables. L'installation ainsi que les prises de terre sont maintenue en bon état et périodiquement contrôlées par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. |
| Constats : Le rapport Q18 du 15/04/22 de la société Apave a été présenté: celui ci indique que la vérification a été partielle mais que l'installation, ne présente pas de risque d'incendie et d'explosion. La rapport Q19 du 27/07/22 de la société Apave a été présenté: celui ci indique que la vérification a été partielle; aucune anomalie ou échauffement n'est indiqué. Les prochaines vérifications devront être complètes. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 10 : vérification périodique et maintenance des moyens de lutte contre incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68 |
| Thème(s) : Risques accidentels, maintenance |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p> <p>L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.</p> <p>En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Constats : L'établissement est sous référentiel APSAD R4. Les rapports de vérification suivants, réalisés par la société LPS, ont été transmis pas mail du 20/12/22: - Rapport de vérification des extincteurs en date du 14/12/22 (vérification réalisée le 5/12/22) : 38 extincteurs ont été vérifiés et sont conformes (Q4 du 14/12/2022) - Rapport de maintenance désenfumage du 05/12/22: conforme (l'exhaustivité de la vérification est à mentionner sur le rapport). - Rapport de maintenance d'un poteau incendie en date du 15/12/21: conforme; le débit mesuré de 130 m³/h correspond à celui indiqué sur l'AP du 19/11/10; toutefois seul un poteau a été contrôlé alors que l'AP indique la présence de 2 poteaux - Rapport de maintenance RIA du 15/12/21 : 7 RIA ont été contrôlés et sont déclarés conformes</p> <p>A l'extérieur, une réserve d'eau incendie de 373 m³ est présente; l'avis de de réception du SDIS n'a pas été présenté. Il est également attendu la transmission d'un plan des réseaux à jour.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 11 : Stratégie de lutte contre l'incendie/ Extinction automatique

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios suivants pris individuellement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - feu du réservoir nécessitant les moyens les plus importants de par son diamètre et la nature du liquide inflammable stocké ; - feu dans la rétention, surface des réservoirs déduite, nécessitant les moyens les plus importants de par sa surface, son emplacement, son encombrement en équipements et la nature des liquides inflammables contenus. Afin de réduire les besoins en moyens incendie, il peut être fait appel à une stratégie de sous-rétentions ; - feu de récipients mobiles de liquides inflammables ou d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté dont les effets, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, sortent des limites du site. <p>La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux trois alinéas précédents, en moins de trois heures après le début de l'incendie.</p> <p>Article VI.5 de l'arrêté du 24 septembre 2020 Dispositions applicables aux stockages couverts</p> <p>[..]</p> <p>II. Un système d'extinction automatique d'incendie adapté aux produits stockés est mis en place dans chaque cellule de liquides inflammables.</p> <p>Le choix du système d'extinction automatique d'incendie à implanter est explicité dans la stratégie incendie. Le système répond aux exigences fixées par les normes en vigueur. La stratégie incendie précise le référentiel professionnel retenu pour le choix et le dimensionnement du système d'extinction mis en place.</p> <p>Avant la mise en service de l'installation, une attestation de conformité du système d'extinction mis en place aux exigences du référentiel professionnel retenu est établie. Cette attestation est accompagnée d'une description du système et des principaux éléments techniques concernant la surface de dimensionnement des zones de collecte, les réserves en eau, le cas échéant les réserves en émulseur, l'alimentation des pompes et l'estimation des débits d'alimentation en eau et, le cas échéant, en émulseur. Ce document est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>III. Un système d'extinction automatique d'incendie adapté au produit stocké, ou un dispositif dont l'exploitant démontre l'efficacité pour éviter la persistance d'une nappe enflammée, est mis en place dans chaque cellule de liquides et solides liquéfiés combustibles, dès lors qu'elles répondent aux conditions de proximité avec un liquide inflammable définies à l'article I-3.</p> <p>Le choix du système d'extinction automatique d'incendie à implanter est explicité dans la stratégie incendie. Le système répond aux exigences fixées par les normes en vigueur. La stratégie incendie précise le référentiel professionnel retenu pour le choix et le dimensionnement du système d'extinction mis en place.</p> <p>Avant la mise en service de l'installation, une attestation de conformité du système d'extinction automatique d'incendie mis en place aux exigences du référentiel professionnel retenu est établie. Cette attestation est accompagnée d'une description du système et des principaux éléments</p> |

| |
|--|
| techniques concernant la surface de dimensionnement des zones de collecte, les réserves en eau, le cas échéant les réserves en émulseur, l'alimentation des pompes et l'estimation des débits d'alimentation en eau et, le cas échéant, en émulseur. Ce document est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. |
| <p>Constats :</p> <p>La vérification annuelle de l'extinction autonome au gaz FM 200 en date du 11/07/22 est présentée: celle-ci présente de nombreuses remarques (29) pour un devis conséquent; le compte rendu d'intervention maintenance préventive de Siemens du 15/12/22 a été transmis par mail du 16/12/22; il porte sur la vérification du système de détection incendie, la vérification des systèmes d'extinction automatique au FM200 et la vérification des asservissements et du système d'évacuation.</p> <p>Le rapport indique que:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la zone de détection cellule A1 est hors service à l'arrivée et au départ du technicien Siemens; l'exploitant déclare qu'il n'y a plus de stockage dans la cellule A1 depuis juillet 2022 - A la demande de l'exploitant, les commandes des bouteilles d'extinction automatique des cellules A1, A2, A3 et A4 ont été supprimés et il n'y a plus de protection par extinction de ces cellules. <p>De nombreux équipements sont à remplacer et au regard du coût, l'exploitant étudie le changement du système extinction mono agent (FM 200) par un système d'extinction multi agents selon le type de risque : lithium, liquides inflammables, peroxydes.</p> <p>Ce changement doit être réalisé rapidement pour que le système d'extinction automatique soit efficient et conforme aux exigences réglementaires.</p> <p>En l'absence de régularisation rapide, l'inspection des installations classées pourra être amenée à proposer au préfet une mise en demeure.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 12 : Déchets et tri 5 flux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2010, articles 31 et 32 |
| Thème(s) : Autre, Tri "5 flux" |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limite la production.</p> <p>L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.</p> |
| <p>Constats : Une benne à déchet est présente à l'extérieur de l'établissement au niveau de la zone expédition.</p> <p>Les déchets stockés sont mélangés (papiers, plastique, cartons, métal) ; l'obligation du tri 5 flux n'est pas respectée .</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 13 : risque foudre

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2010, article 45-2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, vérification des dispositifs de protection contre la foudre |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'état des dispositifs de protection contre le foudre fait l'objet d'une vérification complète tous les 2 ans par un organisme compétent. [..] Les agressions de foudre sur le site sont enregistrées. En cas de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée dans un maximum d'un mois par un organisme compétent. |
| Constats : L'exploitant déclare que les dispositifs de protection contre le foudre ont été remplacés en 2022. Les 2 dispositifs contrôlés n'indiquent pas d'impact foudre. Il conviendra que l'exploitant transmette les derniers rapports de vérifications visuelle et complète réalisées par l'exploitant. Les compteurs doivent aussi faire l'objet d'une vérification périodique des impacts foudre par l'exploitant. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |